

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 07/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS**

67 rue des Salins. BP89  
25300 PONTARLIER

Références : UID257090/SPR/YR/NP 2023 -0207B  
Code AIOT : 0005900536

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS implanté 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 PONTARLIER. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS
- 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 PONTARLIER
- Code AIOT : 0005900536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine KNAUF CEILING SOLUTIONS de Pontarlier appartenait au groupe Amstrong avant d'être rachetée par KNAUF en 2019. Elle emploie environ 200 personnes sur le site de Pontarlier dont 130 opérateurs. Elle fabrique des dalles de plafonds notamment à base de laine de roche qu'elle fabrique, et de laine de verre qu'elle recycle. L'arrêté préfectoral l'autorise à fabriquer jusqu'à 15 millions de m<sup>2</sup> de dalles isolantes et à utiliser au maximum 20 l d'eau par m<sup>2</sup> de dalles produites.

Le site est divisé en 3 parties principales :

- un cubilot d'une capacité de 45 000 t pour la fabrication de la pâte (chauffage du laitier + autres composants à 1500°C),
- une chaîne humide,
- une chaîne de finition.



L'usine KNAUF est autorisée par les principaux actes administratifs suivants :

- L'arrêté préfectoral du 4 juin 1974 autorisant la société ALPHACOUSTIC à exploiter une usine de panneaux en fibres végétales ou minérales à Pontarlier ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 1981, cet arrêté abroge les prescriptions de l'arrêté du 4 juin 1974 ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 1988 fixant les conditions d'exploitation liées à l'installation de fabrication de perlite ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2018 relatif à la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets en période de sécheresse ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2020 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 18 août 1981 ;
- Récépissé de changement de dénomination sociale du 29 mars 2021 au profit de KNAUF CEILING SOLUTIONS ;

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets atmosphériques et aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prescriptions particulières applicables au cubilot	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques de la fabrication de perlite	Arrêté Préfectoral du 12/04/1988, article 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article Annexe 1	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.1	/	Sans objet
5	Contrôles périodiques des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.7	/	Sans objet
6	Schéma des circuits d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.4	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2 et 3.6	/	Sans objet
8	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les installations étaient correctement suivies et entretenues.

Il a été également constaté des non-conformités concernant les rejets atmosphériques du cubilot et de l'installation de perlite.

L'arrêté préfectoral d'autorisation est ancien et date du 18/08/1981, cet arrêté nécessite d'être mis à jour suite aux évolutions du site et de la réglementation. Il a ainsi été demandé à l'exploitant d'apporter des précisions notamment concernant les rejets atmosphériques et aqueux du site. Il a également été demandé de vérifier le caractère inerte des déchets du cubilot.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article Annexe 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	(A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
3340	A-IED	« Fusion de matières minérales » (Fusion de laitier en vue de la production de laine de laitier).	110 t / jour
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Total de : 51,36 MW Cf. détail dans le tableau ci-après.
2940	A	« Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 4801 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 1. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction). Quantité maximale de produit susceptible d'être mise en œuvre supérieure à 100 kg / jour. (Utilisation de colle à base aqueuse en vue de la production des panneaux par enduction et pulvérisation).	31 t / jour
2445-2	D	« Transformation du papier, carton, La capacité de production étant : 1) [...] 2) supérieure à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j » (Fabrication de panneaux isolants : hydropulpeur journaux).	15 t / j
1414-3	DC	Gaz inflammables liquéfiés (Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Sans objet
4718-2	DC	« Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :  2. Pour les autres installations a. [...] b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t »	7 t



Rubrique	(A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
		(Dépôt de GPL).	
4725-2	D	« Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. [...] 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t » (Stockage aérien d'oxygène liquide).	57 t
4801-2	D	« Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. [...] 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t » (Stockage aérien de coke, qui est le combustible alimentant le cubilot).	200 t

**Constats :** L'atelier Chaîne Humide où sont fabriquées les dalles de plafonds et l'activité d'expansion de perlite ne sont pas repris dans la liste des installations concernées par une rubrique ICPE.

Par analogie avec le procédé de fabrication, l'inspection considère que l'activité Chaîne Humide doit être classée sous la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) en considérant que le procédé de fabrication est de type papetier.

L'activité actuellement classée sous la rubrique 2445 ne correspond qu'à l'activité hydropulpeur de journaux.

L'inspection considère également que l'activité d'expansion de perlite doit être classée sous la rubrique 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais).

**Demande de complément :** L'exploitant transmettra à l'inspection le niveau d'activité de ces deux activités à savoir :

- la capacité de production maximale de l'atelier Chaîne Humide en tonnes par jour,
- la puissance en kW de l'installation d'expansion de perlite.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre un positionnement sur le respect des prescriptions applicables des arrêtés ministériels s'appliquant aux installations existantes classées sous les rubriques 2445 pour la chaîne humide et 2515 pour l'expansion de perlite. Compte tenu du caractère existant des installations et du fait que les rubriques 2445 et 2515 ne correspondent pas exactement aux activités réalisées sur le site, une adaptation des prescriptions des arrêtés ministériels pourra être réalisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.1 – Principes généraux L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments au caractère des sites est interdite.
<b>Constats :</b> L'usine Knauf comporte 18 points de rejets à l'atmosphère. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de l'établissement avec la localisation des différents points de rejets.



Les points de rejets sont repris dans le tableau ci après :

Atelier	Activité	Dénomination installation
Cubilot	Fusion des matières minérales	Cubilot
Cubilot	Procédé en aval (zone de formage)	Cattin 1
Cubilot	Procédé en aval (zone de formage)	Cattin 2
Chaîne Humide	Expansion perlite	Perlite
Chaîne Humide	Séchage panneaux bruts	Hygrostat 1 Séchoir 1
Chaîne Humide	Séchage panneaux bruts	Hygrostat 2 Séchoir 1
Chaîne Humide	Séchage panneaux bruts	Hygrostat 1 Séchoir 2
Chaîne Humide	Séchage panneaux bruts	Hygrostat 2 Séchoir 2
Chaîne Humide	Production vapeur	Chaudière process
Finition	Enduction dos des panneaux	Enduiseuse
Finition	Polymérisation enduit	Flammage
Finition	Séchoir enduit	Tomlinson (RTO)
Finition	Séchoir enduit	Madeleine
Finition	Séchoir peinture	Board 2
Finition	Dépoussiérage	Filtre 210
Finition	Dépoussiérage	Filtre 220
Chaîne Humide	Dépoussiérage	Filtre 230
Chaîne Humide & Finition	Dépoussiérage	Filtre 240

L'arrêté préfectoral du 18/08/1981 ne reprend pas l'ensemble de ces points de rejets.

**Demande de compléments :** Il est demandé à l'exploitant de préciser pour chacun des points de rejets les éléments suivants :

- la puissance ou la capacité correspondante à l'activité ;
- la rubrique ICPE associée ;
- le combustible utilisé ;
- les caractéristiques des points de rejets (hauteur, diamètre, débit nominal, vitesse minimale d'éjection) ;

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 3 : Prescriptions particulières applicables au cubilot**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3						
Thème(s) : Risques chroniques, Air						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : Les suivi des rejets atmosphériques canalisés est assuré selon les modalités suivantes :						
Identification du rejet	Débit nominal (Nm³/h) (*)	Paramètres	Valeurs limites (pour les métaux, somme des phases particulaires et gazeuses)			Périodicité du contrôle des polluants
			Concentrations (mg/Nm³)	Flux (kg/h)	Flux spécifique (kg / tonne de laitier fondue)	
Rejet des gaz du cubilot après incinération et passage par le filtre à manches.	30000	Poussières	10	0,24000	0,0500	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		Métaux : somme As + Co + Ni + Se + Cd + Cr VI	0,2	0,00600	0,0025	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		Métaux : somme As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + Cr III + Cu + Mn + V + Sn	1	0,03000	0,0050	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		CO	10	0,24000	/	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		NOx	150	3,60000	1,2500	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		HCl	2	0,06000	0,0750	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		HF	1	0,03000	0,0130	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
		SOx	2000 (**)	43,00000	8	Contrôle hebdomadaire. Contrôle interne : hebdomadaire. Contrôle extérieur (***): 4 / an. organisme
		H₂S	0,5	0,00150	0,0050	Contrôle extérieur : 4 / an. organisme
Les résultats sont enregistrés et tenus à disposition de l’inspection des installations classées.						
* : Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).						
** : Les substances et matières premières entrant dans le cubilot, lorsqu'elles sont susceptibles de contenir des métaux ou du soufre, sont choisies dans toute la mesure du possible de manière à optimiser le bilan soufre. En particulier :						
<ul style="list-style-type: none"><li>le laitier présente une teneur en soufre (exprimée en moyenne sur l'année) de l'ordre de 1 % ;</li><li>le coke présente une teneur en soufre (exprimée en moyenne sur l'année) de l'ordre de 0,7-0,8 %.</li></ul>						
*** : La mesure interne est réalisée dans toute la mesure du possible en même temps que le contrôle externe, en vue de fiabiliser l'autosurveillance.						
Prescriptions particulières applicables aux rejets issus de la chambre de filage (extracteurs CATTIN 1 et 2)						



Identification du rejet	Débit maximal (Nm³/h)	Paramètres	Valeurs limites		Périodicité du contrôle des polluants
			Concentrations (mg/Nm³)	Flux (kg/h)	
Rejet canalisé chambre de filage	35000	Poussières	20	0,2	Une mesure / an par organisme extérieur agréé.
		COVt	10	0,2	Une mesure / an par organisme extérieur agréé.

**Constats :** Les résultats de la surveillance de rejets atmosphérique du cubilot ont été présentés par l'exploitant.

Les contrôles des rejets atmosphériques sont réalisés par l'Apave.

La périodicité trimestrielle des contrôles est respectée.

L'analyse des résultats montre plusieurs dépassements des VLE pour les paramètres repris dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentration (mg/Nm3)	Flux (kg/h)	Flux spécifique (kg / tonne de laitier fondue)
Poussières	23/02/2021 : 17,5 28/09/2022 : 13,5  Rappel VLE : 10	23/02/2021 : 0,43 28/09/2022 : 0,34  Rappel VLE : 0,24	23/02/2021 : 0,074 28/09/2022 : 0,055  Rappel VLE : 0,05
Métaux : somme As + Co + Ni + Se + Cd + Cr VI	03/11/2021 : 0,762  Rappel VLE : 0,2	03/11/2021 : 0,0159  Rappel VLE : 0,006	03/11/2021 : 0,0026  Rappel VLE : 0,0025
HCl	19/05/2021 : 4,5  Rappel VLE : 2	19/05/2021 : 0,12  Rappel VLE : 0,06	19/05/2021 : conforme
SOx	23/06/2020 : conforme 29/09/2020 : conforme 25/11/2020 : conforme 23/02/2021 : 2 285 19/05/2021 : conforme  Rappel VLE : 2000	23/06/2020 : 44 29/09/2020 : 43,6 25/11/2020 : 50 23/02/2021 : 55,4 19/05/2021 : 47  Rappel VLE : 43	23/06/2020 : 8,7 29/09/2020 : conforme 25/11/2020 : 8,6 23/02/2021 : 9,5 19/05/2021 : conforme  Rappel VLE : 8

Pour le dépassement en poussière du 23/02/2021, l'exploitant a indiqué que cela était dû à un filtre de manche percé qui a été remplacé suite à la mesure.

Pour le dépassement en poussière du 28/09/2022, le rapport de mesure a été reçu après l'inspection, celui-ci montre que les concentrations en poussières sur les 3 essais réalisés étaient respectivement de 25,4 mg/Nm3 ; 6,5 mg/Nm3 et 8,6 mg/Nm3 soit une moyenne de 13,5 mg/Nm3.

Pour le dépassement en HCl du 18/05/2021, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas d'explications concernant ce dépassement.

Pour les dépassements en SO2, l'exploitant a rappelé que les concentrations en SO2 étaient directement liés à la présence en soufre dans le laitier et le coke. Un contrôle des teneurs en soufre dans le laitier est réalisé régulièrement, une communication au fournisseur est réalisée si l'exploitant constate une dérive des mesures. Pour les mesures réalisées en 2022 les VLE pour le SO2 sont toutes respectées.

**Non conformité :** Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un bilan précis des dépassements constatés, ce bilan fera notamment apparaître les circonstances et les causes de ces dépassements et les actions mises en place suite à ces constats.



Les résultats de la dernière mesure réalisée le 21 novembre 2022 montrent le respect de l'ensemble des VLE pour tous les paramètres.
Une mesure annuelle est réalisée sur les rejets canalisés de la chambre de filage. L'analyse des résultats ne montre pas de dépassement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rejets atmosphériques de la fabrication de perlite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/1988, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1 – rejets d'hydrogène sulfuré Concentration maximale des effluents : 15 mg/Nm<sup>3</sup> soit un flux de 150 g/heure au débouché de l'installation d'expansion de la perlite ;</p> <p>De plus, la quantité maximale d'hydrogène sulfuré rejetée par l'ensemble des installations de l'usine, cubilots compris, restera inférieure à 300 g/h ainsi qu'il résulte de l'application de l'article 1 de l'arrêté du 1er mars 1983 susvisé.</p> <p>3.2 – rejets de poussières Les rejets gazeux issus de l'installation d'expansion de la perlite auront une concentration maximale de 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Le flux sera inférieur à 150 g/h.</p> <p>En cas de rejet accidentel, la teneur maximale autorisée pourrait être portée à 50 mg/Nm<sup>3</sup> sur une durée inférieure à 6 heures.</p>
<p><b>Constats :</b> Un contrôle des rejets de l'installation de perlite est réalisé annuellement.</p> <p>Les résultats montrent un dépassement de la concentration et du flux des émissions pour la mesure réalisée le 10 mars 2022. Les résultats de cette mesure ont été reçus par l'exploitant après l'inspection. La concentration de poussière mesurée était de 25,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour un seuil de 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Le flux de poussière mesuré était de 0,74 kg/h pour un seuil de 0,15 kg/h.</p> <p>Les mesures réalisées les années précédentes respectaient les VLE de l'arrêté préfectoral.</p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection ces observations concernant ce dépassement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Contrôles périodiques des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Nonobstant les dispositions figurant à l'alinéa 4.5 ci-dessus du présent article, l'exploitant est tenu de faire effectuer par un laboratoire d'analyses extérieur soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées, des prélèvements et analyses des effluents gazeux, vésiculaires et particulaires émis par ces installations.  Les paramètres visés aux alinéas 4.2 ; 4.3 ; et 4.4 ci-dessus devront faire l'objet de mesures annuelles. En outre, l'exploitant procédera à la même périodicité à une évaluation des débits et des flux polluants.  Une synthèse des résultats accompagnée des observations nécessaires sera adressée chaque année en 3 exemplaires à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser un contrôle régulier de l'ensemble des autres points de rejets (hors cubilots et perlite), un bilan de l'ensemble des points de mesure a été transmis à l'inspection suite à l'inspection.  Les valeurs limites d'émission prises en compte par l'exploitant sont celles de l'arrêté préfectoral du 18/08/1981 pour la poussière, et de l'arrêté ministériel du 2/2/98 pour les polluants NOx, SO2, COVNM, formaldéhydes. L'analyse des résultats des mesures réalisées en 2022 n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Schéma des circuits d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations Classées.</p> <p>Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires, et les résultats des contrôles de la qualité des rejets est régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Un plan des réseaux d'eau a été transmis par l'exploitant à l'inspection.</p> <p>Le site dispose de deux points de rejets, R1 et R2, des effluents aqueux dans le réseau d'eau communal unitaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un arrêté de versement de ces eaux pris en date du 3/12/2015. Il a également indiqué que cet arrêté était en cours de renouvellement.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie de l'arrêté de déversement.</p> <p>Les types d'effluents aqueux liés au site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux pluviales de toiture et de voirie</li> <li>• les eaux usées sanitaires pour un volume moyen rejeté de 5 m3/j</li> <li>• les eaux de rejet de l'osmoseur pour un volume moyen rejeté de 40 m3/j</li> <li>• les eaux de refroidissement du cubilot pour un volume moyen rejeté de 15 m3/j</li> <li>• les eaux de rejet de la chaîne humide pour un volume moyen rejeté de 280 m3/j</li> </ul> <p><b>Demande de compléments :</b> Il est demandé à l'exploitant de préciser pour chaque type de rejet le point de rejet et le traitement associé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2 et 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  3.2 – Prescriptions de rejet aux eaux industrielles et aux eaux pluviales polluées  Compte tenu du fait qu'il dispose dans son établissement d'un réseau d'égout unitaire raccordé au réseau municipal d'assainissement construit sur le même principe, l'exploitant mettra en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le recyclage complet des eaux industrielles de procédé. Tout rejet accidentel d'eaux industrielles et les rejets d'eaux de lavage non recyclables s'effectueront dans le réseau public d'assainissement sous réserve que l'effluent satisfasse aux prescriptions ci-après.</p> <p><u>Concentrations maximales instantanées</u>  <math>5,5 \leq \text{pH} \leq 8,5</math>  <math>T^\circ \leq 30^\circ\text{C}</math></p>



MES  $\leq 500$  mg/l  
DCO  $\leq 750$  mg/l  
DCO/DBO5  $\leq 2,5$   
Hydrocarbures  $\leq 5$  mg/l (norme NF T 90 203)

Débit horaire maximum

Débit  $\leq 15$  m<sup>3</sup>/h (360 m<sup>3</sup>/j)

Flux journaliers maximaux

DCO  $\leq 250$  kg/j (sur effluents non décantés)

MES  $\leq 180$  kg/j (sur effluents non décantés)

Flux journaliers maximaux moyens

DCO  $\leq 220$  kg/j (sur effluents non décantés)

MES  $\leq 180$  kg/j (sur effluents non décantés)

3.6 – Autosurveillance des rejets aqueux et communication des résultats

Nonobstant les dispositions figurant à l'alinéa 3.5. ci-dessus, du présent article, l'exploitant est tenu de faire effectuer par son propre laboratoire d'analyses ou par un laboratoire d'analyses extérieur, soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées des prélèvements et analyses des effluents aqueux rejetés par son établissement.

La périodicité minimum de ces analyses est donnée dans le tableau ci-après :

Paramètres à mesurer	Périodicité des mesures
Débit	journalière l'aide des compteurs placés sur les pompes de rejet d'effluent à l'égout ou de tout moyen équivalent
pH	journalière
MES	semaine
DCO	semaine
DBO5	semestrielle lorsque la corrélation entre la DCO et la DBO5 aura été établie
hydrocarbure (norme NF T 90203)	semestrielle

**Constats :** L'exploitant réalise un contrôle régulier des effluents de la chaîne humide avant leur rejet au point R2. Les résultats de cette surveillance sont transmis sous l'application GIDAF.

L'analyse des résultats montre des dépassements par rapport aux VLE fixés par l'arrêté préfectoral du 18/08/1981 pour les paramètres suivants :

- le débit maximal journalier de 360 m<sup>3</sup>/j
- DCO avec une concentration maximale de 750 mg/l et un flux maximal journalier de 250 kg/j

Le débit rejeté montre des pics à plus de 400 m<sup>3</sup>/j mais la moyenne rejetée est de 280 m<sup>3</sup>/j.

La concentration en DCO est quasi systématiquement supérieure à la VLE de l'arrêté d'autorisation du 18/08/1981 de 750 mg/l mais reste inférieure à la VLE de 2000 mg/l fixé par l'arrêté de déversement et par l'arrêté ministériel du 2/2/98. Les flux en DCO dépassent également la VLE de l'arrêté d'autorisation de 250 kg/j, en moyenne une mesure sur deux, mais reste inférieure à la VLE de 800 kg/j fixé par l'arrêté de déversement.

Ces dépassements vis à vis de l'arrêté d'autorisation du 18/08/1981 ont déjà été constatés lors des précédentes inspections qui concluaient que les prescriptions nécessitaient d'être modifiées.



De plus, la société KNAUF est concernée par l'arrêté ministériel « RSDE » (réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau) du 24 août 2017 (AM RSDE) qui a fait évoluer de manière importante la réglementation nationale applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en matière de rejets dans l'eau de substances dangereuses. Il a principalement :

- modifié le périmètre des substances réglementées ;
- modifié les valeurs limites d'émission de certaines substances ;

Pour l'ensemble des polluants réglementés (c'est-à-dire pour lesquels une valeur limite d'émission réglementaire existe, au sein de l'arrêté préfectoral ou d'un arrêté ministériel), l'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses émissions. Le programme de surveillance est donc à mettre à jour au regard de ce nouvel arrêté RSDE.

**Remarque :** L'exploitant doit positionner son site au regard de la liste des substances à surveiller en lien avec l'arrêté ministériel RSDE du 24 août 2017. Toute demande d'allègement de la surveillance ou de la transmission des résultats d'analyses des rejets aqueux de l'établissement rendue possible par les dispositions de cet arrêté doit être justifiée et argumentée.

Plusieurs documents sont mis à disposition pour réaliser cette démarche à l'adresse suivante <https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/les-rejets-de-substances-dangereuses-dans-l-eau-a7210.html>.

Il sera transmis prochainement à l'exploitant un tableau de positionnement spécifique à son activité qu'il devra remplir et transmettre à l'inspection.

Suite à la transmission du positionnement, les VLE fixés par l'arrêté préfectoral seront modifiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 8 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de</li> </ul>



collecte des déchets ;
<p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le registre de suivi des déchets générés par l'inspection a été transmis à l'inspection, celui-ci n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'exploitant utilise Trackdéchets.</p> <p>Les déchets sont régulièrement évacués.</p> <p>Les déchets du cubilot avec le code déchet 16 03 04 (déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03) sont évacués en tant que déchet inerte pour enfouissement dans la carrière du Haut-Doubs située à Houtaud. L'exploitant a indiqué qu'un test de lixiviation a été réalisé en 2008 pour s'assurer du caractère inerte des déchets du cubilot.</p> <p><b>Remarque :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser un nouveau test de lixiviation pour s'assurer que les déchets du cubilot respectent toujours les valeurs limites fixés à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet